

**EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE TRENTENAIRE**  
(Article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017)

En séance du 13 mars 2023, la commission d'urgence foncière a adopté la décision qui suit (**ANOT/2023-0008**) :

**LA COMMISSION D'URGENCE FONCIERE**

**DIT** qu'il est notoire que Madame Ankimati RACHIDI possède les biens situés sur la commune de Chiconi cadastrés AH n° 60 et AH 61, depuis le 6 mars 1992, soit pendant 30 ans révolus, dans les conditions des articles 2261 à 2272 du code civil ;

**DIT** que le présent acte de notoriété est délivré à la requérante (sur le fondement du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017) ;

**ORDONNE** les mesures de publicité du présent acte de notoriété ;

**RAPPELLE** que le présent acte est attaquant par action en revendication mais que, passé le délai de 5 ans, l'acte de notoriété vaut preuve irréfutable de la possession trentenaire.

**I- IDENTIFICATION DE LA PERSONNE BENEFICIAIRE**

- Prénoms et nom : Ankimati RACHIDI
- Domicile : 48, rue de la providence, 97670 Chiconi
- Date et lieu de naissance : 14 juin 1955 à Chiconi
- Profession : Sans profession
- Indication de sa capacité juridique : Pleine
- Prénoms et Nom du conjoint : Monsieur Ali ABDOURAHAMAN
- Date du mariage : le 31 décembre 1999
- Régime matrimonial adopté : sans contrat de mariage

**II- IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE CONCERNE**

Situation : Commune de CHICONI.

Contenance et désignation cadastrale :

Sections	Numéros	Lieudits ou adresses	Contenances
AH	60	48, rue de la providence, 97670 Chiconi	334 m <sup>2</sup>
AH	61	46, rue de la providence, 97670 Chiconi	197 m <sup>2</sup>

Ces parcelles sont à extraire du titre foncier n°1390.

**III- REPRODUCTIONS OBLIGATOIRES**

1<sup>er</sup> alinéa de l'article 35-2 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 :

*« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier ».*

Extrait du 2° de l'article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017 :

*« ... le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du code civil »*